



# Compte Rendu du Conseil des ministres du 22 décembre 2016 Page7

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,  
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



## Sciences-Campus Info

*Science - Politique - Education - Société - Economie*

Quotidien n°250 du lundi 26 décembre 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- **Jobs Campus.** p. 12.
- **Activités du gouvernement.** p. 7.

### Deuxième Session Ordinaire du Cadre de Concertation Provincial de Diébougou : « Le Renforcement de Capacité des Corps constitués »

Page 5

Région du Sud- Ouest



Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05  
Contactez nous par [redaction@sc-mail.info](mailto:redaction@sc-mail.info)

*Faites vos annonces ici*  
**Impactez comme jamais avant.**  
Espace spécialement réservé pour vous.

## 12<sup>ème</sup> édition du Festival Ciné droit libre : « La pression de l'oppression » présenté au public



Farida BEMBA NABOUREMA, auteur du livre.

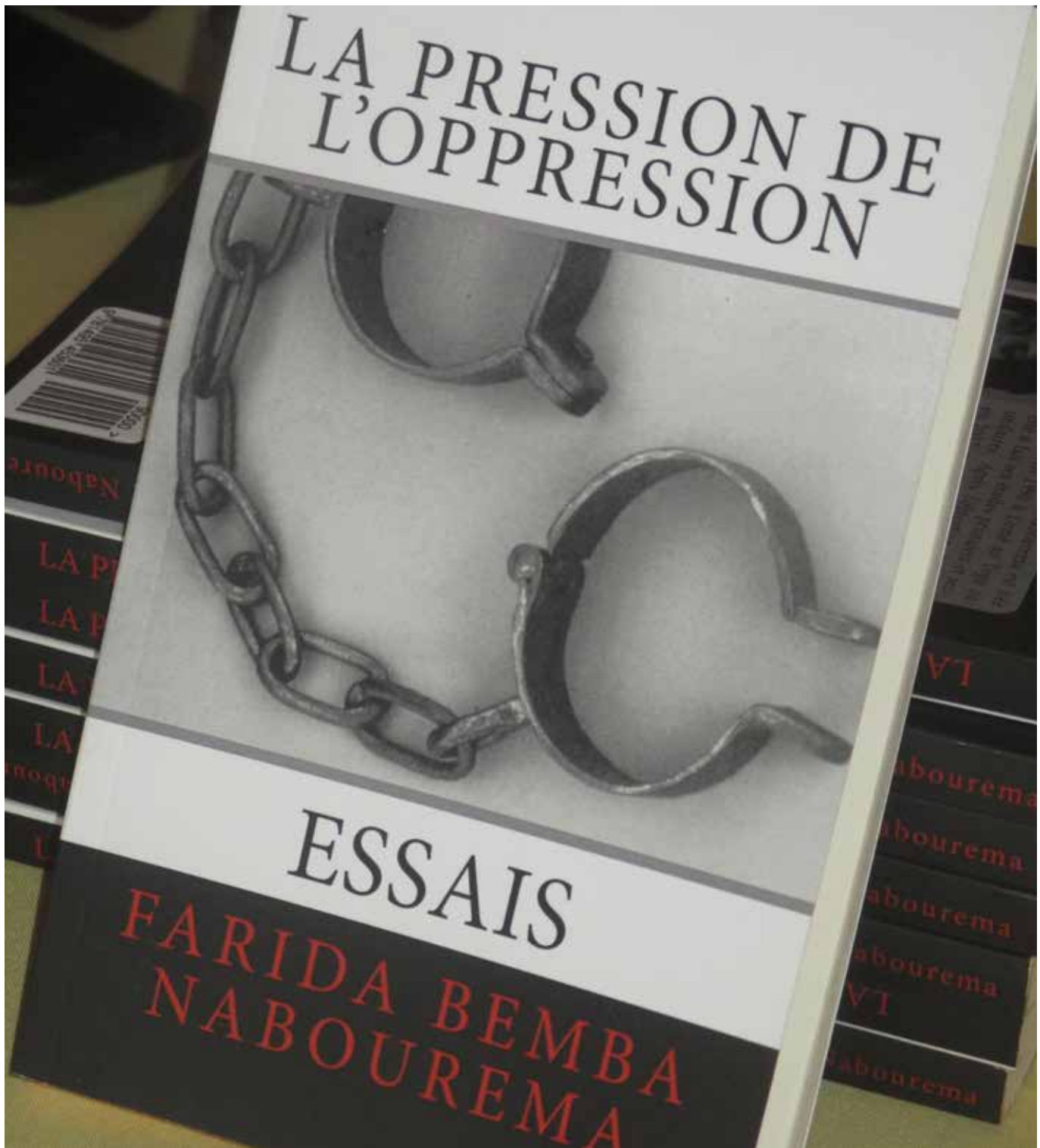
**L**a 12<sup>ème</sup> édition du Festival Ciné droit libre s'est déroulé du 10 au 17 décembre 2016 à Ouagadougou sous le thème « le droit de vivre : luttons contre l'extrémisme violent ». Présente à Ouagadougou dans le cadre de ce festival, Farida BEMBA NABOUREMA a saisi l'occasion pour présenter son livre « la pression de l'oppression au public burkinabè. La cérémonie de présentation de l'ouvrage a eu lieu le vendredi 16 décembre 2016 au

Centre de presse Norbert ZONGO.

« *La pression de l'oppression* » est un ouvrage qui a été dédié aux Etats- Unis en 2014. C'est un livre composé de 30 chapitres et chaque chapitre correspond à un essai. A travers ce livre, Farida BEMBA NABOUREMA dépeint l'oppression du peuple africain par les dirigeants. Elle attire l'attention des lecteurs que les dirigeants africains se cachent derrière la démocratie pour faire souffrir les populations. Ces dirigeants oppresseurs sont qualifiés de dictateurs par l'auteur de l'ouvrage.

Farida BEMBA NABOUREMA distingue trois types de dictateurs. Les premiers sont les dirigeants imposés par la métropole. A ce titre, ils sont à la merci de l'occident et le peuple subit l'oppression.

Les seconds sont ceux qui arrivent au pouvoir et cherchent à s'y accrocher par tous les moyens. Ils ne se préoccupent pas des problèmes de la population. Leurs objectifs, faire tout pour rester pendant longtemps au pouvoir. Le dernier clan des dictateurs sont appelés les plaisantins. Selon l'auteur, ils arrivent au pouvoir de



façon circonstancielle. Ils profitent d'un vide pour accéder au pouvoir. Pour avoir la confiance du peuple, ils tiennent des discours populistes, certains se proclament nationaliste ou panafricaniste. Or leur mode de gouvernance fait souffrir la population d'où l'oppression.

Dans ce livre, l'auteur retrace les règnes de certains présidents dictatoriaux en Afrique. Thomas SANKARA, leader de révolution d'août 1983 a été cité comme un modèle. A en croire l'auteur, Thomas SANKARA était contre l'oppression en général et celle des femmes en particulier.

Avec « *la pression de l'oppression* » Farida BEMBA NABOUREMA invite le peuple africain à une prise de conscience. Les africains doivent se débarrasser des mauvais systèmes de gouvernance qui sont considérés comme des chaînes entravant le développement du continent africain.

La suite à la page 4.



La suite de la page 3.

## LITTÉRATURE



Les participants.

Le Burkina Faso est le premier pays africain où Farida BEMBA NABOUREMA a présenté « la pression de l'oppression ». Le choix du pays des hommes intègres s'explique par l'adhésion de l'auteur aux idées de Thomas SANKARA et de l'espoir que la jeunesse burkinabè a donné à l'Afrique les 30 et 31 octobre 2014. Le souhait de l'auteur

c'est de présenter ce livre dans tous les pays de l'Afrique.

Farida BEMBA NABOUREMA, est née le 19 avril 1990 à Lomé au Togo où elle fait ses études primaires et secondaires. Après l'obtention du baccalauréat en 2007, passionnée de l'histoire, elle s'inscrira au département d'Histoire à l'Université de Lomé avant de partir aux Etats-

Unis à l'âge de 18 ans pour poursuivre ses études supérieures. Elle étudie les Relations Internationales avec une spécialisation sur le Moyen Orient à l'Ecole des Etudes Internationales à Washington. Elle est activiste et bloggeuse. L'auteur est connu pour ses prises de position sur les questions se rapportant au continent africain.

**M'pempé Bernard HIEN**

Nos unités sont présentes sur les routes afin de prévenir les excès de vitesse.

Les vitesses à ne pas dépasser: 50 km/h en agglomération et 90 km/h hors agglomération.

#Attention : tout choc frontal au-dessus de 80 km/h entraîne quasi inévitablement la mort ou des séquelles irréversibles

pour tout passager même avec la ceinture attachée... soyez donc prudent.

Nous vous souhaitons un excellent week-end.

**La Gendarmerie Nationale, une force humaine à votre service.**



## Deuxième Session Ordinaire du Cadre de Concertation Provincial de Diébougou : « Le Renforcement de Capacité des Corps constitués »

Région du Sud Ouest



Le présidium.

**L**e cadre de Concertation Provincial (C C P) Bougouriba s'est tenu dans la salle de réunion de la Direction Provinciale de la femme, de l'Action Sociale et de la Solidarité à Diébougou le Jeudi 15 Décembre 2016. L'objectif visé par cette deuxième session est de renforcer les connaissances sur les acquis et difficultés du projet PNGT phase III, de sensibiliser les corps constitués de la province sur le Programme National de Développement Economique et Social (PNDES), puis mettre des responsables sur le même niveau d'information. De façon spécifique, ce cadre permettra d'échanger sur les bilans 2016 des PAI des communes.

C'est en présence de Madame le Haut-commissaire Aminata Tarnagda, présidente du Cadre de Concertation Provincial, du Directeur Régional de l'économie et de la planification du Sud-ouest, du Directeur Régional du PNGT phase III et des corps constitués de la province que s'est tenue la rencontre.

Le cadre de concertation provincial de la Bougouriba(C C P) est le lieu privilégié pour énumérer les acquis, les insuffisances, les difficultés et proposer des solutions. A cette deuxième session, le mot d'ouverture a été prononcé par le Haut-commissaire Aminata Tarnagda, présidente du présent de ce cadre. Elle a situé le contexte de cette rencontre

qui est d'échanger sur les acquis et les difficultés du PNGT III, d'informer/sensibiliser les responsables de la province sur le PNDES et d'évaluer les PAI des communes.

Deux communications ont été l'objet d'attention particulière. Le premier communicateur, le Directeur Régional du Plan et de l'Economie du Sud -ouest a livré aux participants, la situation socioéconomique du Burkina Faso, l'Orientation du PNDES, la Disponibilité de mise en œuvre et les réformes stratégiques et Investissement structurants. Une analyse diagnostique a permis de relever trois défis majeurs. Le premier défi est la bonne gouvernance et l'amélioration de la qualité des institutions.

La suite à la page 6.



Suite de la page 5.



Les participants.

Le deuxième défi majeur est la disponibilité et l'employabilité des ressources humaines adaptées aux besoins de la transformation structurelle de l'économie nationale. Le troisième défi enfin est le développement des bases productives, de la compétitivité des secteurs de productions et de transformation des produits nationaux pour un développement industriel durable générateur d'emplois. La phase III du projet a pour objectif de consolider les acquis et de renforcer les capacités a ajouté le communicateur.

Le deuxième communicateur s'est étalé sur les quatre grands points du projet du Plan National de Gestions des Terroirs (PNGT) phase III. Le rappel des acquis du PNGT II dans la province de la Bourguiba, les difficultés, les procédures de mise en œuvre du financement, des investissements de développement

local au niveau des communes et régions. Pour le communicateur, cette troisième phase a comme objectif de renforcer les capacités des communautés rurales et des structures décentralisées qui favorisent la gestion durable des terres et des ressources naturelles.

Au niveau des acquis, et à en croire le communicateur, les communes ont bénéficié de la construction des écoles, des forages, des dotations en tables -bancs pour ne citer que cela. Cependant des difficultés existent et sont liées surtout aux lenteurs de recrutement des techniciens chargés du contrôle des travaux occasionnant des insuffisances dans le suivi contrôle et de la transmission des documents nécessaires au transfert de fonds.

Des questions d'éclaircissement ont été posées à l'issue des communications et toutes ont reçues des réponses appropriées. Des informations sur les nouvelles

attributions du Haut-commissaire et du Préfet dans l'administration Burkinabè ont été communiquées par le Préfet de Diébougou Adama Bidiga.

« Le Haut-commissaire de la province Aminata Tarnagda dit être satisfait de cette deuxième Cadre de Concertation Provincial (CCP) qui selon elle, a permis à n'en pas douter de renforcer les capacités et de mettre au même niveau d'information les corps constitués de la Bougouriba. C'est un remerciement à tous les participants pour l'attention particulière accordés aux différentes communications prononcé par Madame le Haut – commissaire que s'est achevée la deuxième session ordinaire du Cadre de Concertation Provincial de l'année 2016.

**FREDERICK POODA pour SCI**



# COMPTE RENDU DU CONSEIL DES MINISTRES DU 22 DECEMBRE 2016

Région du Centre



**L**e Conseil des ministres s'est tenu à Ouagadougou, le jeudi 22 décembre 2016, en séance ordinaire, de 09 H 00 mn à 14 H 00 mn, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, Président du Conseil des ministres.

Il a délibéré sur les dossiers inscrits à son ordre du jour, entendu une communication orale, procédé à des nominations, et autorisé des missions à l'étranger.

## I. DELIBERATIONS

### I.1. AU TITRE DU MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS HUMAINS ET DE LA PROMOTION CIVIQUE

Le Conseil a examiné un projet de loi portant régime pénitentiaire au Burkina Faso. Ce Projet de loi vise à doter le secteur de la Justice d'un cadre juridique adéquat régissant le milieu carcéral en vue d'assurer un meilleur encadrement pour une insertion sociale réussie des détenus.

Le Conseil a marqué son accord pour la transmission du Projet de loi à l'Assemblée nationale.

### I.2. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES

## ET DU DEVELOPPEMENT

Le conseil a adopté quatre (04) rapports. Le premier est relatif au Schéma directeur de la statistique (SDS) 2016-2020. Ce Schéma directeur présente les activités statistiques à réaliser durant la période 2016-2020 et définit les priorités du Système statistique national à réaliser en matière d'enquête et de recensement. Son adoption et sa mise en œuvre permettent de produire et de diffuser à bonne date les informations statistiques nécessaires à l'élaboration et au suivi des différents programmes au Burkina Faso. Le deuxième rapport est un décret portant fixation des taux de la redevance de régulation des marchés publics et des délégations de service public et de modalités de recouvrement des ressources. Ce décret vise à rendre effective les dispositions du décret n°2014-554/PRES/PM du 27 juin 2014 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP), conformément aux directives de l'UEMOA. L'adoption de ce décret permet de doter notre pays d'un système de gestion de la commande publique et d'instituer la redevance de régulation des marchés publics. Le troisième est relatif à un décret portant autorisation de perception de recettes au titre des actes de justice des Cours et Tribunaux du Burkina Faso. Ce décret permet la relecture du décret n°2014-994/PRES/PM/MEF/MJ du 28 octobre 2014 portant autorisation de perception de recettes au titre des actes de justice des Cours et Tribunaux du Burkina Faso. Son adoption vise à donner une base juridique aux greffes des Cours et Tribunaux pour percevoir des recettes liées à l'établissement du registre des sociétés civiles, des professions et des métiers. Le quatrième rapport est relatif à un appel d'offres ouvert accéléré n°01-2016-03/MJFIP/SG/DMP du 01/08/2016 pour l'acquisition de kits d'installation

au profit des jeunes ruraux, des jeunes formés aux métiers des treize (13) régions et du Centre de formation professionnelle de référence de Ziniaré (CFPRZ). Le Conseil a marqué son accord pour l'attribution des marchés aux entreprises suivantes :

Lot 1 : GROUPEMENT EKL/KTM pour un montant de quatre cent quatre-vingt-deux millions deux cent soixante six mille (482 266 000) FCFA TTC.

Lot 2 : SOGEDIM-BTP SARL pour un montant de quatre cent soixante-onze millions deux cent trois mille cinq cent (471 203 500) FCFA TTC.

Lot 3 : GROUPEMENT AFRIQ-ECO/AMANDINE SERVICES pour un montant de quatre cent quarante millions huit quarante-huit mille (440 848 000) FCFA TTC.

Lot 4 : GROUPEMENT EKS SA/SOGEDIM-BTP SARL pour un montant de trois cent quarante millions soixante-seize mille (340 076 000) FCFA TTC.

Lot 5 : COGEA INTERNATIONAL pour un montant de trois cent quatre-vingt-dix-huit millions huit cent seize mille quatre cents (398 816 400) FCFA TTC.

Le montant total des attributions s'élève à deux milliards cent trente-trois millions deux cent neuf mille neuf cents (2 133 209 900) FCFA TTC avec un délai de livraison de quarante-cinq (45) jours pour chacun des lots. Le financement est assuré par le budget de l'Etat, gestion 2016.

### I.3. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES ET DES CARRIERES

Le Conseil a adopté trois (03) rapports. Le premier est relatif à une demande de permis d'exploitation industrielle de grande mine d'or de la société SEMAFO BOUNGOU SA, dans la commune de Partiaga, Province de la Tapoa, Région de l'Est. Le projet, prévu pour durer 7 ans avec une production totale de 36,8 tonnes d'or, couvre une superficie de 29,06 kilomètres carrés. L'exploitation du gisement permettra

de générer 735 emplois directs et 476 emplois indirects durant l'exploitation. Les recettes fiscales sont estimées à cent soixante six milliards quatre-vingt-quinze millions deux cent quinze mille cent trente-cinq (166 095 215 135) FCFA TTC. Le Conseil a marqué son accord pour l'octroi du permis d'exploitation industrielle de la mine d'or à la société SEMAFO BOUNGOU SA. Le deuxième est relatif à une demande de permis d'exploitation industrielle de la grande mine d'or de la société NETIANA MINING COMPANY SA, dans la commune de Guiaro, province du Nahouri, Région du Centre-Sud. Les réserves minières sont estimées à 2,3 tonnes d'or et couvrent une superficie de 2 km<sup>2</sup> pour une durée d'exploitation d'environ 42 mois. L'exploitation du gisement favorisera la création d'une centaine d'emplois directs et indirects durant les travaux d'extraction du minerai. Les recettes fiscales sont estimées à vingt-cinq milliards sept cent vingt-deux millions sept cent vingt mille cinq cent quatre-vingt-cinq (25 722 720 585) FCFA TTC. Le Conseil a marqué son accord pour l'octroi du permis d'exploitation industrielle de la mine d'or à la société NETIANA MINING COMPANY SA. Le troisième rapport est relatif à une demande de permis d'exploitation industrielle de la grande mine d'or de la société BOUERE-DOHOUN GOLD OPERATION SA, dans la commune de Houndé, province du Tuy, Région des Hauts-Bassins. Les réserves minières sont estimées à 7,8 tonnes d'or et couvrent une superficie de 5,37 km<sup>2</sup> pour une durée d'exploitation de 5 ans. Le Conseil a marqué son accord pour l'octroi du permis d'exploitation industrielle de la mine d'or à la société BOUERE-DOHOUN GOLD OPERATION SA.

II. COMMUNICATION ORALE

II. Le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Burkinabè de l'extérieur a fait au Conseil une communication relative à la participation du Burkina Faso au 50ème Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), tenu le 17 décembre 2016 à Abuja au Nigéria. Ce Sommet s'est penché sur les

préoccupations majeures actuelles au sein de l'espace communautaire et a dégagé des mesures fortes en vue de les résoudre. Les chefs d'Etat ont exprimé au peuple burkinabè et au gouvernement leur solidarité suite à l'attaque terroriste de Nassoumbou ayant fait douze (12) victimes et de nombreux blessés parmi les soldats burkinabè.

III. NOMINATIONS

III.1. NOMINATIONS DANS LES FONCTIONS INDIVIDUELLES

1. A. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DE LA DECENTRALISATION ET DE LA SECURITE INTERIEURE

- Madame Irène COULIBALY, Mle 28 164 C, Administrateur civil, 1ère classe, 7ème échelon, est nommée Secrétaire général de la région du Nord ;  
- Monsieur Inoussa KABORE, Mle 28 108 U, Administrateur civil, 1ère classe, 7ème échelon, est nommé Haut-commissaire de la province du Séno ;  
- Madame Aïssata Angelina TRAORE, Mle 104 429 K, Administrateur civil, 1ère classe, 5ème échelon, est nommé Haut-commissaire de la province du Lorum.

1. B. AU TITRE DU MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS HUMAINS ET DE LA PROMOTION CIVIQUE

- Monsieur Abdoulaye SIDIBE, Mle 110 115 T, Inspecteur de sécurité pénitentiaire, 1ère classe, 5ème échelon, est nommé Directeur régional de la Garde de sécurité pénitentiaire du ressort de la Cour d'appel de Bobo-Dioulasso ;  
- Monsieur Pascal YABRE, Mle 110 116 D, Inspecteur de sécurité pénitentiaire, 1ère classe, 5ème échelon, est nommé Directeur régional de la Garde de sécurité pénitentiaire du ressort de la Cour d'appel de Fada N'Gourma ;

- Monsieur Seydou SOURABIE, Mle 225 907 K, Conseiller en droits humains, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur régional des Droits humains et de la promotion civique du Nord.

1. C. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

- Monsieur Bruno Raymond BAMOUNI, Mle 52 199 S, Inspecteur du Trésor, 1ère classe, 10ème échelon, est nommé Chargé de missions ;  
- Monsieur Zougélé TALL, Mle 10 612

A, Inspecteur divisionnaire des douanes, 1ère classe, 6ème échelon, est nommé Inspecteur technique des douanes ;  
- Monsieur Ousseini TOURE, Mle 0024 874 D, Inspecteur divisionnaire des douanes, 2ème classe, 7ème échelon, est nommé Inspecteur technique des douanes ;  
- Madame Salamata Micheline ILBOUDO/DIALLO, Mle 19 883 F, Inspecteur divisionnaire des douanes, 1ère classe, 13ème échelon, est nommée Directrice générale adjointe des douanes ;  
- Monsieur Alidou OUEDRAOGO, Mle 51 963 F, Inspecteur divisionnaire des douanes, 1ère classe, 10ème échelon, est nommé Directeur de la coopération douanière ;  
- Monsieur William Alassane KABORE, Mle 49 364 X, Inspecteur des douanes, 1ère classe, 10ème échelon, est nommé Chargé de mission auprès du Directeur général des douanes ;  
- Monsieur Tensibri Paul SAWADOGO, Mle 49 372 F, Inspecteur divisionnaire des douanes, 1ère classe, 11ème échelon, est nommé Directeur régional des douanes du Centre-Sud ;  
- Monsieur Moulaye Jean DEMBELE, Mle 51 974 F, Inspecteur des Douanes, 1ère classe, 8ème échelon, est nommé Directeur régional des douanes du Nord ;  
- Monsieur Nongma YAMEOGO, Mle 53 571 M, Inspecteur du trésor, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Agent comptable de l'Office national des aires protégées (OFINAP) ;  
- Monsieur Wendemalguédé Souleymane NIKIEMA, Mle 216 171 T, Inspecteur du trésor, 1ère classe, 3ème échelon ; est nommé Agent comptable du Centre MURAZ de Bobo-Dioulasso.

1. D. AU TITRE DU MINISTERE DE LA SANTE

- Monsieur Hamado KARENE, Mle 58 766 S, Inspecteur des impôts, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur de l'Administration et des finances du Centre MURAZ de Bobo-Dioulasso.

1. E. AU TITRE DU MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

- Monsieur Adama SAWADOGO, Mle 31 846 H, Ingénieur en vulgarisation agricole, 1ère classe, 7ème échelon, est nommé Directeur provincial des Ressources animales et halieutiques du Boulgou ;  
- Monsieur Tahirou NIGNAN, Mle 24 852 E, Ingénieur d'élevage, 1ère classe, 6ème échelon, est nommé

La suite à la page 9.





## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8.

Directeur provincial des Ressources animales et halieutiques du Boulkiémdé ;  
- Madame Fatoumata SIDIBE/KONDE, Mle 33 739 Z, Ingénieur d'élevage, 1ère classe, 6ème échelon, est nommée Directrice provinciale des Ressources animales et halieutiques du Houet ;  
- Monsieur Fié Mamadou TRAORE, Mle 33 723 F, Conseiller d'élevage, 1ère classe, 8ème échelon, est nommé Directeur provincial des Ressources animales et halieutiques du KénéDougou ;  
- Monsieur Diagnagou Michel LANKOANDE, Mle 73 181 S, Technicien supérieur d'élevage, 1ère classe, 13ème échelon, est nommé Directeur provincial des Ressources animales et halieutiques de la Komandjari ;  
- Monsieur Mamadou YIHO, Mle 24 833 W, Conseiller d'élevage, 1ère classe, 12ème échelon, est nommé Directeur provincial des Ressources animales et halieutiques du Koulpelogo ;  
- Monsieur Issa KERE, Mle 24 821 R, Technicien Supérieur d'élevage, 1ère classe, 11ème échelon, est nommé Directeur provincial des Ressources animales et halieutiques du Kouritenga ;  
- Monsieur Ablassé OUANGO, Mle 31 865 U, Conseiller d'élevage, 1ère classe, 7ème échelon, est nommé Directeur provincial des Ressources animales et halieutiques du Nahouri ;  
- Monsieur Abdoulaye DRABO, Mle 26 878 H, Conseiller d'élevage, 1ère classe, 14ème échelon, est nommé Directeur provincial des Ressources animales et halieutiques du Sanguié ;  
- Madame Nathalie KANZIE, Mle 31 875 E, Technicien supérieur d'élevage, 1ère classe, 9ème échelon, est nommée Directrice provinciale des Ressources animales et halieutiques de la Sissili ;  
- Monsieur Issiaka ZOROME, Mle 74 815 T, Ingénieur d'élevage, 1ère classe, 9ème échelon, est nommé Directeur provincial des Ressources animales et halieutiques du Tuy ;  
- Monsieur Sidi BORO, Mle 19 278 N, Conseiller d'élevage, 1ère classe, 1er échelon, est nommé Directeur provincial des Ressources animales et halieutiques du Ziro.  
1. F. AU TITRE DU MINISTÈRE DE LA FEMME, DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE ET DE LA FAMILLE  
- Madame Wanémanégré Marie

Madeleine OUEDRAOGO/TOUGOURI, Mle 258 157 S, Conseiller d'éducation féminine, 1ère classe, 1er échelon, est nommée Directrice régionale de la Femme, de la solidarité nationale et de la famille du Plateau-central ;  
- Monsieur Melaine MILLOGO, Mle 57 245 S, Administrateur des affaires sociales, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur provincial de la Femme, de la solidarité nationale et de la famille des Balé ;  
- Monsieur Moussa BAKOAN, Mle 51 675 R, Inspecteur d'éducation spécialisée, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur provincial de la Femme, de la solidarité nationale et de la famille des Banwa ;  
- Madame Kiswensida Sandrine Olivia YAMEOGO, Mle 258 161 G, Conseiller d'éducation féminine, 1ère classe, 1er échelon, est nommée Directrice provinciale de la Femme, de la solidarité nationale et de la famille du Bazèga ;  
- Madame Pingdwendé Ella GUIRE, Mle 237 929 J, Conseiller d'éducation féminine, 1ère classe, 2ème échelon, est nommée Directrice provinciale de la Femme, de la solidarité nationale et de la famille du Boulgou ;  
- Monsieur Jules ZONGO, Mle 57 262 C, Inspecteur d'éducation de jeunes enfants, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur provincial de la Femme, de la solidarité nationale et de la famille du Boulkiémdé ;  
- Monsieur Boukaré ZABSONRE, Mle 47 783 S, Administrateur des affaires sociales, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur provincial de la Femme, de la solidarité nationale et de la famille du Ganzourgou ;  
- Monsieur N. Marcel YAMEOGO, Mle 55 794 H, Inspecteur d'éducation de jeunes enfants, est nommé Directeur provincial de la Femme, de la solidarité nationale et de la famille de la Gnagna ;  
- Monsieur Serge Gaétan COMBARY, Mle 35 805 Z, Administrateur des affaires sociales, 1ère classe, 6ème échelon, est nommé Directeur provincial de la Femme, de la solidarité nationale et de la famille du Gourma ;  
- Madame Maïmouna ZOMA/TRAORE, Mle 52 148 L, Inspecteur d'éducation spécialisée, 1ère classe, 8ème échelon, est nommée Directrice

provinciale de la Femme, de la solidarité nationale et de la famille du Kadiogo ;  
- Monsieur Wend-Pagnada Roland Omer Thierry KELEM, Mle 53 519 N, Inspecteur d'éducation de jeunes enfants, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur provincial de la Femme, de la solidarité nationale et de la famille de la Komandjari ;  
- Madame Adjiguiwénou Aïcha KANGOUÉBOU, Mle 279 848 A, Conseiller d'éducation féminine, 1ère classe, 1er échelon, est nommée Directrice provinciale de la Femme, de la solidarité nationale et de la famille de la Kompienga ;  
- Monsieur Moustapha OUATTARA, Mle 57 261 W, Inspecteur d'éducation de jeunes enfants, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur provincial de la Femme, de la solidarité nationale et de la famille de la Kossi ;  
- Madame Kibspoko Germaine KUILA, Mle 258 155 A, Conseiller d'éducation féminine, 1ère classe, 1er échelon, est nommée Directrice provinciale de la Femme, de la solidarité nationale et de la famille du Kouritenga ;  
- Madame Kpébyas Odette BATIONO/MEDA, Mle 237 924 B, Conseiller d'éducation féminine 1ère classe, 2ème échelon, est nommée Directrice provinciale de la femme, de la solidarité nationale et de la famille du Mouhoun ;  
- Monsieur William Achille KABRE, Mle 53 533 N, Inspecteur d'éducation de jeunes enfants, 1ère classe, 5ème échelon, est nommé Directeur provincial de la femme, de la solidarité nationale et de la famille du Nahouri ;  
- Monsieur Wenceslas Nina ZOUMBARA, Mle 53 471 D, Administrateur des Affaires sociales, 1ère classe, 5ème échelon, est nommé Directeur provincial de la femme, de la solidarité nationale et de la famille du Nayala ;  
- Madame Aïssatou TRAORE/KARAMBIRI, Mle 26 186 W, Administrateur des affaires sociales, 1ère classe, 5ème échelon, est nommée Directrice provinciale de la femme, de la solidarité nationale et de la famille de l'Oubritenga ;  
- Monsieur Talardia NATAMA, Mle 92 522 X, Administrateur des affaires sociales, 1ère classe, 5ème échelon, est nommé Directeur provincial de la Femme, de la solidarité nationale



## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

et de la famille de l'Oudalan ;  
- Madame Delphine BICABA/KANDO, Mle 258 163 M, Conseiller d'éducation féminine, 1ère classe, 2ème échelon, est nommée Directrice provinciale de la Femme, de la solidarité nationale et de la famille du Sanguié ;  
- Madame Yolande Pengdwendé OUEDRAOGO, Mle 258 171 W, Conseiller d'éducation féminine, 1ère classe, 1er échelon, est nommée Directrice provinciale de la Femme, de la solidarité nationale et de la famille du Sanmatenga ;  
- Monsieur Malidefar Eric SOMDA, Mle 57 243 U, Inspecteur d'éducation spécialisée, 1ère classe, 2ème échelon, est nommé Directeur provincial de la Femme, de la solidarité nationale et de la famille de la Sissili ;  
- Monsieur Kopiou Bernard ALOUA, Mle 55 834 B, Inspecteur d'éducation spécialisée, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur provincial de la Femme, de la solidarité nationale et de la famille du Sourou ;  
- Monsieur Karim DIALLO, Mle 53 525 A, Inspecteur d'éducation de jeunes enfants, 1ère classe, 5ème échelon, est nommé Directeur provincial de la Femme, de la solidarité nationale et de la famille du Yagha ;  
- Monsieur Konsi Léonard Aboukar Abdou SAVADOGO, Mle 51 731 N, Inspecteur d'éducation de jeunes enfants, 1ère classe, 5ème échelon, est nommé Directeur provincial de la Femme, de la solidarité nationale et de la famille du Yatenga ;  
- Monsieur Emmanuel ZONGO, Mle 57 266 Z, Inspecteur d'éducation de jeunes enfants, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur provincial de la Femme, de la solidarité nationale et de la famille du Ziro ;  
- Monsieur Salifou COULIBALY, Mle 43 797 N, Administrateur des affaires sociales, 1ère classe, 6ème échelon, est nommé Directeur provincial de la Femme, de la solidarité nationale et de la famille du Zounwéogo.  
1. G. AU TITRE DU MINISTÈRE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT  
- Monsieur Salifou KABORE, Mle 24 633 D, Ingénieur géomètre, 3ème grade, 11ème échelon est nommé Conseiller Technique, en remplacement de Monsieur Arabouri BARRY ;  
- Monsieur Piga Joachim NIKIEMA, Mle 24 634 T, Ingénieur géomètre,

2ème classe, 11ème échelon, est nommé Inspecteur technique.

### III.2. NOMINATION DANS LES CONSEILS D'ADMINISTRATION

#### 1. A. MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DE LA DECENTRALISATION ET DE LA SECURITE INTERIEURE

Le Conseil a adopté un décret portant nomination des personnes ci-après Administrateurs au Conseil d'Administration de l'Office national d'identification (ONI) pour un premier mandat de trois (03) ans. Au titre du ministère de l'Economie, des finances et du développement : Madame Aïssata SANE/CONGO, Mle 30 837 W, Ingénieur statisticien économiste. Au titre du ministère des Affaires étrangères, de la coopération et des burkinabè de l'extérieur : Monsieur Pamoussa Zackaria KONSIMBO, Mle 97 438 C, Conseiller des affaires étrangères.

#### 1. B. MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

Le conseil a adopté deux (02) décrets. Le premier nomme les personnes ci-après Administrateurs au Conseil d'Administration de l'Université polytechnique de Bobo-Dioulasso pour un premier mandat de trois (03) ans. Administrateurs représentant l'Etat Au titre du ministère de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques : Monsieur Moussa OUATTARA, Mle 31 888 N, Ingénieur agronome. Au titre du ministère de l'Environnement, de l'économie verte et du changement climatique : Monsieur Yacouba Noël COULIBALY, Mle EAA 013 RNBF, Chercheur en agroforesterie. Au titre du ministère de l'Economie, des finances et du développement : Monsieur Jean Philippe DAKOURE, Mle 104 267 W, Administrateur des services financiers. Administrateurs représentant les autres structures et institutions Au titre des syndicats des enseignants Monsieur François OUEDRAOGO, Mle 54 462 Y, Maître assistant en physique. Au titre des enseignants de l'Université

polytechnique de Bobo-Dioulasso  
- Monsieur Adrien BELEM, Mle 18 568 M, Professeur titulaire en immunologie et parasitologie ;  
- Monsieur Jean Louis ZERBO, Mle 110 972 S, Maître assistant en physique. Au titre des délégués d'étudiants de l'Université polytechnique de Bobo-Dioulasso Monsieur Abdoul Fatahou SAWADOGO, Etudiant. Le second décret nomme les personnes ci-après Administrateurs au Conseil d'Administration de l'Université polytechnique de Bobo-Dioulasso pour un dernier mandat de trois (03) ans. Administrateurs représentant l'Etat Au titre du ministère des Ressources animales et halieutiques Monsieur Mamadou PARE, Mle 26 903 V, Vétérinaire. Au titre du ministère du Commerce, de l'industrie et de l'artisanat Monsieur Abdoukadi KOURA, Mle 36 412 N, Economiste. Au titre du ministère de la Fonction publique, du travail et de la protection sociale Monsieur Mahamadou NIAMPA, Mle 43 706 T, Conseiller en gestion des ressources humaines. Administrateurs représentant les autres structures et institutions Au titre du Centre national de la recherche scientifique et technologique Monsieur Relwindé Auguste Maxime COMPAORE, Mle 0046 923 V, Maître de recherche en histoire. Au titre des syndicats des enseignants Monsieur Seydou OUERDRAOGO, Mle 84 853, Enseignant.  
1. C. MINISTÈRE DE LA SANTE  
Le Conseil a adopté deux (02) décrets. Le premier porte nomination des personnes ci-après Administrateurs au Conseil d'Administration de l'Hôpital de district de Bogodogo pour un premier mandat de trois (03) ans. Administrateurs représentant l'Etat Au titre du ministère de la Santé  
- Monsieur Soutongonoma Lionel Wilfrid OUEDRAOGO, Mle 95 882 K, Médecin de santé publique ;  
- Monsieur Ousmane NERE, Mle 49 447 B, Administrateur des hôpitaux et des services de santé. Au titre du ministère de la Femme, de la solidarité nationale et de la famille Monsieur Alidou OUEDRAOGO, Mle 104 296 F, Administrateur des services financiers. Au titre du ministère de la Fonction publique, du travail et de la protection sociale Monsieur Adama SANOU, Mle 105 248 M, Inspecteur du travail. Au titre de l'Université de Ouagadougou Monsieur Martial OUEDRAOGO, Mle 50 285 W, Professeur hospitalo-universitaire. Au titre des associations des malades Monsieur Sidbéwendin David Olivier ILBOUDO, Enseignant



## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

à l'université de Ouaga II. Au titre du Conseil régional du Centre Madame Marie Blandine SAWADOGO / OUEDRAOGO. Le second décret nomme Monsieur Soutongonoma Lionel Wilfrid OUEDRAOGO, Mle 95 882 K, Médecin de santé publique, Président du Conseil d'Administration de l'hôpital de district de Bogodogo pour un premier mandat de trois (03) ans.

1. D. MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES ET DES CARRIERES Le Conseil a adopté un décret portant nomination des personnes ci-après Administrateurs représentant l'Etat au Conseil d'administration de la société Gryphon SA. Au titre du ministère de l'Energie, des mines et des carrières Madame Sétou COMPAORE, Mle 130 357 R, Magistrat. Au titre du ministère de l'Economie, des finances et du développement Monsieur Hamidou SAWADOGO, Mle 54 620 H, Conseiller en gestion des ressources humaines.

1. E. MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'ARTISANAT Le conseil a adopté deux (02) décrets. Le premier porte nomination de Monsieur Oumarou BARRO, Mle 212 299 B, Conseiller des affaires économiques, Administrateur représentant l'Etat au titre du ministère du Commerce, de l'industrie et de l'artisanat au Conseil d'administration de la Filature du Sahel (FILSAH) pour un premier mandat de trois (03) ans. Le second décret nomme Monsieur Sami OUATTARA, Mle 23 500 L, Attaché des affaires économiques, Administrateur représentant l'Etat au titre du ministère du Commerce, de l'industrie et de l'artisanat au Conseil d'administration de la Société nationale de cartons et d'emballages du Burkina (SONACEB) pour un premier mandat de trois (03) ans.

1. F. MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DES POSTES Le Conseil a adopté neuf (09) décrets. Le premier nomme Monsieur Abdoulaye KONDE, Mle 130 468 Z, Magistrat, Administrateur représentant l'Etat au titre du ministère du Développement de l'économie numérique et des postes au Conseil d'administration de la Société nationale des postes (SONAPOST) pour un premier mandat de trois (03) ans. Le deuxième nomme Monsieur Izaï TOE, Mle 87 535 R, Ingénieur informaticien, Administrateur représentant l'Etat au titre du ministère du Développement de l'économie numérique et des postes au Conseil d'administration de la Société nationale des postes (SONAPOST) pour

un premier mandat de trois (03) ans. Le troisième nomme Monsieur Benjamin SANON, Mle 19 945 U, Administrateur civil, Administrateur représentant l'Etat au titre du ministère de la Fonction publique, du travail et de la protection sociale au Conseil d'administration de la Société nationale des postes (SONAPOST) pour un premier mandat de trois (03) ans. Le quatrième nomme Madame Yempoaka Josiane KABRE/ZOUNGRANA, Mle 28 398 J, Administrateur civil, Administrateur représentant l'Etat au titre du ministère de l'Administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité intérieure au Conseil d'administration de la Société nationale des postes (SONAPOST) pour un premier mandat de trois (03) ans. Le cinquième nomme Madame Minata OUATTARA, Mle 91 245 E, Administrateur des services financiers, Administrateur représentant l'Etat au titre du ministère des Transports, de la mobilité urbaine et de la sécurité routière au Conseil d'administration de la Société nationale des postes (SONAPOST) pour un premier mandat de trois (03) ans. Le sixième nomme Monsieur Abdoulaye KONDE, Mle 130 468 Z, Magistrat, Président du Conseil d'administration de la Société nationale des postes (SONAPOST) pour un premier mandat de trois (03) ans. Le septième décret porte nomination des personnes ci-après Membres du Conseil du Service universel des communications électroniques (CSU) pour un premier mandat de trois (03) ans.

Au titre du premier ministère Monsieur Magloire SOME, Mle 49 401 X, Professeur titulaire. Au titre du ministère de l'Economie, des finances et du développement Monsieur Lamoussa YAO, Mle 96 945 K, Inspecteur du trésor. Au titre du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation Monsieur Zacharie KOALAGA, Mle 35 672 V, Professeur titulaire en physique. Au titre du ministère de l'Agriculture et de l'aménagement hydraulique Monsieur Boukaré Sébastien YOUNGBARE, Mle 207 918 J, Informaticien. Au titre du ministère du Développement de l'économie numérique et des postes Monsieur Allassani OUEDRAOGO, Mle 49 516 E, Ingénieur de conception informatique. Au titre du ministère de la femme, de la solidarité nationale et de la famille Madame Alida YONLI/ZEBA, Mle 79 240, Informaticienne. Le huitième porte renouvellement du mandat des Membres des personnes ci-après au Conseil du Service universel des communications électroniques (CSU)

pour un dernier mandat de trois (03) ans. Au titre du ministère de l'Administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité intérieure Monsieur Roland Wambi ZONGO, Mle 111 498 C, Commissaire de police. Au titre du ministère de la Santé Monsieur Lamoussa Robert ZOMA, Mle 373 7072 W, Démographe. Au titre du ministère du Développement de l'économie numérique et des postes Monsieur Abdoulaye OUEDRAOGO, Mle 04 015 T, Juriste. Le neuvième décret nomme Monsieur Allassani OUEDRAOGO, Mle 49 516 E, Ingénieur de conception informatique, Président du Conseil du Service universel des communications électroniques (CSU).

1. G. MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA FORMATION ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE Le Conseil a adopté deux (02) décrets. Le premier nomme les personnes ci-après Administrateurs au Conseil d'Administration de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE). Administrateurs représentant l'Etat Au titre du ministère de la Jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelle - Monsieur Moumouni SALOUKA, Mle 54 565 T, Conseiller pédagogique de l'enseignement secondaire, pour un premier mandat de trois (03) ans. Administrateurs représentant les organisations d'employeurs Autitre du Conseil national du Patronat burkinabè - Monsieur Moussa Diti PALENFO, Juriste, pour un dernier mandat de trois (03) ans ; - Monsieur Ousséni BOUGOUMA, Expert-comptable, pour un premier mandat de trois (03) ans. Administrateur représentant les Délégués syndicaux des travailleurs de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) Madame Mamounata DERA, Mle ANPE 30 97, Agent de bureau, pour un premier mandat de trois (03) ans. Le second décret Monsieur Alexis ZONGO, Représentant les organisations syndicales des travailleurs, Président du Conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'emploi pour un premier mandat de trois (03) ans. Pour le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement, Porte-parole du gouvernement, en mission, le Secrétaire général du Gouvernement et du Conseil des ministres assurant l'intérim Alain Thierry J. B. OUATTARA Commandeur de l'Ordre national

 Avis de recrutement

**POSTE: Logistics and Human Resources Coordinator**

**Description**

Cours de perfectionnement médicaux pour les Afghans (MRCA) est un Français Organisation non gouvernementale (ONG), entièrement santé orientée travaillant pour les Afghans depuis 1986. non gouvernementale, non religieuse et indépendante, les activités MRCA se concentrent sur l'amélioration et la prestation de services de soins de santé pour les communautés vulnérables Afghanistan, avec une solide équipe de ressortissants afghans. MRCA travaille avec une équipe de 800 collaborateurs afghans.

La mission de MRCA est de contribuer à l'élaboration d'un solide système de santé afghan

**Position et objectifs**

MRCA Logistics et coordonnateur des ressources humaines (LHRC) est une position d'expatriés basée à MRCA Bureau principal Kaboul. Le LHRC est en charge de:

La gestion de la Direction des Ressources Humaines et de toute question de ressources humaines liées à l'Afghanistan programme.

La direction du département de la logistique et de toute question de la logistique liée à programme Afghanistan.

La gestion de la sécurité de la mission sous la responsabilité du chef de

mission

Veiller à ce que tous les ministères et activités MRCA sont conformes à la loi afghane et aux politiques MRCA

Assurer le renforcement des capacités du personnel dans leur domaine pertinent de fonctionnement

Le LHRC a la responsabilité directe pour le fonctionnement des 2 ministères et leur personnel à Kaboul. Il / elle est également responsable d'assurer une bonne performance du personnel connexe dans les bureaux extérieurs / projet, en coordination avec les chefs de projet et les directeurs d'hôpitaux.

L'objectif primordial de la position est de veiller à ce que toutes les actions sont conformes à la loi de l'Afghanistan, les règles des bailleurs de fonds et les règlements, et les politiques MRCA sont correctement traitées, distribué et utilisé pour une gestion de la qualité.

**Ville acceptation**

Expériences / Formation du candidat

Qualifications :

Master de préférence en administration des affaires

**De l'expérience :**

Au moins 2 ans d'expérience dans OING. L'expérience dans le secteur de la santé est un plus.

Expérience en gestion d'équipe

**Compétences :**

Maîtrise de l'anglais et le français

Compétences en informatique au niveau de l'opérateur, en particulier avec le paquet MS Office.

**Capacité à organiser.**

Capacité de transférer les connaissances et développer les capacités des autres.

Capacité à laisser dans un environnement non sécurisé avec des mouvements limités.

**Langues parlées**

Courant Anglais et Français

Fonctions Organisation, Administration, Ressources Humaines

Activités Santé

Pays Asie, Afghanistan

Contrat CDD

Durée du contrat

Contrat de 1 an

Salaire / Indemnité

€ 1.700 nets par mois, plus per diem, la compensation de la rupture, l'assurance maladie (santé, évacuation, « mutuelle »)

**Documents à envoyer**

CV + Lettre

Email de la personne contact recrutement1@mrca-asso.org

**Date de fin de validité 28/12/2016**



## JOBS CAMPUS



### Avis de recrutement

#### POSTE : Stage Europe -Etudes

##### Description

France terre d'asile, association fondée en 1971, a pour objet le maintien et le développement de l'asile, une des plus anciennes traditions françaises, et de garantir en France l'application de toutes les conventions internationales pertinentes.

France terre d'asile héberge et offre un accompagnement juridique et social aux demandeurs d'asile et réfugiés en France. L'organisation mène également un travail juridique et politique de défense du droit d'asile, des actions d'information, des démarches et interventions auprès des institutions et décideurs nationaux et européen du domaine de l'asile. Elle est membre du conseil exécutif du Conseil Européen pour les Réfugiés et les Exilés (ECRE) et a le statut consultatif ECOSOC auprès de l'ONU. Visitez le site de France terre d'asile pour plus d'information sur nos activités [www.france-terre-asile.org](http://www.france-terre-asile.org)

Lieu de travail : Paris

Période : stage conventionné de 6 mois à partir de fin janvier 2017

Missions : Rattaché(e) au Secrétariat administratif général et au réseau pour l'intégration des réinstallés, le ou la

stagiaire sera chargé(e) d'assurer une veille d'actualités européennes sur les questions d'immigration et d'asile. Afin d'assister les activités de plaidoyer européen, il ou elle produira également diverses notes portant sur les questions européennes en matière d'immigration et d'asile. Il ou elle sera aussi chargée(e) de rédiger des articles sur la thématique des réfugiés réinstallés et des actualités européennes (Veilles Europe), participera à la publication de la Lettre de l'asile et de l'intégration de France terre d'asile (rédaction, corrections, relectures, relations prestataires) ainsi qu'à l'organisation événements. Enfin, le ou la stagiaire sera amené(e) à apporter un soutien aux tâches administratives en fonction des besoins.

#### Ville Paris

Expériences / Formation du candidat

Formation : Bac+5 Droit ou Sciences politiques. Connaissances du fonctionnement des institutions européennes

Intérêts : questions migratoires, solidarité, protection internationale des réfugiés

#### Langues parlées

Français langue maternelle ou bilingue, anglais courant

#### Qualité du candidat

Capacités de recherche et d'analyse, très bonnes qualités rédactionnelles, rigueur, autonomie

Fonctions Autre, Etudes, Recherche

Activités Autre

Pays Europe, France

#### Contrat Stage

Durée du contrat

Stage conventionné obligatoire de 6 mois

#### Salaire / Indemnité

Stage conventionné obligatoire de 6 mois, gratification sur la base du minimum légal

Avantages sociaux : tickets restaurant, remboursement 50% carte de transport

#### Documents à envoyer

CV + lettre de motivation

Nom de la personne contact

Hélène Soupios-David

Email de la personne contact  
[hsoupiosdavid@france-terre-asile.org](mailto:hsoupiosdavid@france-terre-asile.org)

Date de fin de validité 20/01/2017



### Avis de recrutement

#### POSTE : Coordinateur Technique Soutien Psychosocial Terrain – Volant

##### Description

#### PRESENTATION DE L'ONG :

Indignés face à l'injustice que vivent les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde solidaire et inclusif, où toutes les différences nous enrichissent et où chacun peut « vivre debout ».

Handicap International est une

organisation de solidarité internationale indépendante et impartiale, qui intervient dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et des populations vulnérables, elle agit et témoigne, pour répondre à leurs besoins essentiels, pour améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Pour plus d'information sur l'association

: <http://www.handicap-international.fr/>

Présente dans plus de 55 pays, Handicap International est composée de 2 directions opérationnelles :

La Direction de l'Action Humanitaire (DAH)

La Direction d'Action du Développement (DAD)

#### DESCRIPTION DE LA MISSION

Sur demande du Gestionnaire de Pool, vous êtes déployé sur les missions

La suite à la page 14.

La suite de la page 13.

DAH d'Handicap International, pour des missions d'une durée d'1 à 4 mois maximum. Entre vos missions, vous organisez vos temps de récupération et de congés.

**OBJECTIF GENERAL :**

Le Coordinateur Technique Soutien Psychosocial Volant est garant des approches et réponses « Besoins Spécifiques » en particulier des interventions psychosociales, de santé mentale et de protection, tout en devant assurer une vision globale de la réponse aux besoins spécifiques, qui inclut également le secteur de la Réadaptation physique et fonctionnelle, ainsi qu'un travail sur l'accès à l'assistance humanitaire pour les personnes les plus vulnérables.

Votre objectif principal sera d'assurer l'intérim des fonctions de Coordinateur Technique Soutien Psychosocial selon les besoins des missions de la DAH. Vous serez placé sous la responsabilité hiérarchique du Coordinateur de l'Unité Technique ou du Coordinateur Opérationnel (selon le set-up de la mission), et sous la supervision fonctionnelle du Référent Technique PSS/Protection du Siège.

**P R I N C I P A L E S  
RESPONSABILITES :**

1/Garantir le cadre technique et stratégique concernant la réponse aux besoins spécifiques dans le domaine de la santé mentale et du support psychosocial, à l'échelle de la mission

-Apporter des conseils techniques, stratégiques et méthodologiques sur les différentes phases liées au cycle de projets et/ou politiques et stratégies nationales

-Assurer une fonction de conseil auprès des Chefs de projets pour le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des projets

-Accompagner l'analyse des recommandations issues des évaluations réalisées et leur mise en œuvre

-Faciliter le lien / échange et croisements de compétences entre les différents

projets et acteurs internes/externes dans le domaine PSS/Santé mentale. Identifier, en lien avec le terrain, les compétences et expertises externes de proximité pouvant contribuer à la qualité des projets

-Participer au processus d'élaboration des stratégies pluriannuelles et/ou de prévisionnel annuel des projets suivis

2/Coordination et représentation

-Assurer un rôle d'interlocuteur privilégié pour le programme dans le domaine PSS/Santé mentale, auprès des interlocuteurs internes ou externes et des partenaires

-Représenter et défendre les choix stratégiques et politiques de HI, déclinés dans les projets et approches transversales

3/Reporting & capitalisation

-Identifier avec la Coordination technique les problématiques ou thématiques à capitaliser

-Définir une méthode de capitalisation

-Collecter des données ou piloter la collecte des données nécessaires à partir de critères et indicateurs préalablement proposés dans la méthode

4/Formation et support aux ressources humaines

-Donner un avis technique, sur sollicitation du/des Chef(s) de projet, sur le recrutement et la formation de(s) l'équipe(s) projet

-Former si nécessaire le personnel Handicap International et les partenaires

**CONDITIONS SPECIFIQUES AU  
CONTRAT D'EXPATRIATION  
VOLANT :**

• Logement collectif pris en charge par Handicap International sur le terrain

• Déplacements siège-domicile pris en charge par HI

• Couverture santé (CFE + mutuelle) + assurance rapatriement International SOS

• 25 jours de Congés payés annuels + 20

jours de R&R annuels

• Mobilité totale nécessaire, selon les dispositions légales et les conditions aménagées par l'Association

• Situations de stress inhérentes à l'urgence

Ville Tous pays

Expériences / Formation du candidat

**PROFIL RECHERCHE**

Votre profil :

• Diplôme en Psychologie

• Au moins 5 ans d'expérience dans le domaine du travail psychosocial avec des publics en situation de vulnérabilité

• Expérience significative en mission humanitaire au sein d'une organisation internationale, sur le même type de poste

• Connaissances en gestion et/ou coordination de projet du secteur de la santé mentale, soutien psychosocial ou de la protection

• Capacité de conceptualisation et formalisation d'outils, méthodes et procédures

• Excellentes capacités rédactionnelles

• Excellentes capacités en transfert de compétences (formation, accompagnement)

Langues parlées

Vous maîtrisez :

• Couramment le français et l'anglais et maîtrisez l'environnement Windows

Qualité du candidat

Vos qualités personnelles sont :

• Une grande réactivité et flexibilité en toute circonstances

• Capacité à fournir une importante charge de travail sous pression

• Sens des priorités, grande capacité d'organisation et d'autonomie

La suite à la page 15.



## JOBS CAMPUS

La suite de la page 14.

• Capable de vivre en communauté et en accepter les contraintes

Fonctions Coordination, Gestion de projet, Technicien spécialiste

Activités Santé, Social

Pays Afrique, Amérique latine, Asie, Europe, Moyen Orient, Océanie

Contrat CDD

Durée du contrat

Durée de la mission: 12 mois

Début de contrat : janvier 2017

Salaire / Indemnité

• Statut : CDD international de 12 mois renouvelable

• Salaire : A partir de 2 700 euros bruts par mois selon expérience

• Prime de disponibilité mensuelle de 310€ bruts par mois

• Perdiem mensuel en fonction du pays d'affectation

• Hardship allowance au prorata des jours passés en mission (si existante dans le pays d'affectation)

Postuler en ligne [https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo\\_annonce\\_voir.php?id=1797&idpartenaire=130](https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir.php?id=1797&idpartenaire=130)

**Date de fin de validité 29/12/2016**



## Avis de recrutement

**POSTE : H/F Chef de Projet TPE et Directeur Exécutif RDCED – RDC**

### Description

h/f Chef de projet TPE – Directeur Exécutif RDCED

Association RDC Entreprises Développement et IECD

Kinshasa, République Démocratique du Congo

### CONTEXTE

L'IECD (Institut Européen de Coopération et de Développement) est un organisme de solidarité internationale créé en 1988 qui met en œuvre des projets de développement socioéconomique en partenariat avec des institutions locales. L'IECD intervient en particulier dans les domaines de la formation et de l'insertion professionnelle, de l'appui aux très petites entreprises et de l'accès à l'éducation et à la santé pour les personnes les plus vulnérables. En Afrique, l'IECD est présent depuis 1991 ; ses principaux pays d'action y sont le Cameroun, la RCI, la RDC et le Congo.

### L'IECD EN RDC

Depuis 2010, l'IECD a décidé de répondre aux besoins des petits entrepreneurs de Kinshasa en lançant

un projet d'appui aux Très Petites Entreprises (TPE), permettant ainsi de renforcer les très nombreuses et fragiles petites entreprises du secteur informel (services de proximité, artisanat, commerce, agriculture périurbaine). Ce projet fait partie d'un réseau plus large : le Programme d'appui aux TPE [vidéo du programme], que l'IECD met en œuvre avec ses partenaires dans 7 autres pays (dont 4 pays africains). Le partenaire congolais créé en 2013, RDC Entreprises Développement (RDCED) met en œuvre les activités du programme dans deux centres de formation et une antenne mobile à Kinshasa. Il fait partie d'un réseau régional avec d'autres partenaires de l'IECD.

En RDC, l'IECD mène également des projets depuis 1991 dans le domaine de la santé (Plateforme d'Appui, de Formation et de Veille sur la Drépanocytose au CHME Monkole) et depuis 2012 dans le domaine de la formation de jeunes aux métiers agricoles (écoles familiales agricoles).

### MISSION

L'IECD est à la recherche d'un(e) Chef de projet qui aura la mission de Directeur(trice) exécutive auprès du partenaire opérationnel de l'IECD en RDC (RDCED) pour la mise en œuvre du Programme d'Appui aux Très Petites Entreprises. Il/elle devra par ailleurs assurer la représentation de l'IECD en

RDC avec ses partenaires existants et potentiels.

1/ Chef de projet TPE

Détaché(e) au sein de la structure partenaire RDC Entreprises Développement, le/la chef de projet aura la responsabilité de la direction exécutive de RDCED avec les missions suivantes :

Assurer la mise en œuvre des opérations et l'atteinte des objectifs de RDCED, en particulier ceux fixés vis-à-vis des principaux bailleurs (notamment l'AFD)

Encadrer et former l'équipe de RDCED composée d'une dizaine de personnes, accompagner le Directeur des opérations et les responsables de centres dans le management de leurs équipes.

Gérer et développer les relations institutionnelles et les financements : développer de nouveaux partenariats avec des structures intéressées par l'expertise de RDCED (prestations externes) ; identifier de nouvelles sources de financements pour RDCED.

Assurer le suivi financier, en lien étroit avec le Responsable administratif et financier de RDCED

S'assurer du respect des procédures de RDCED et des principaux bailleurs

Garantir la bonne gestion financière

La suite à la page 16.



La suite de la page 15.

globale de la structure

Suivre et participer à la construction du budget annuel et de ses actualisations trimestrielles

Assurer un dialogue régulier avec le Conseil d'Administration de RDCED ; préparer et participer à ses réunions

Développer et accompagner la visibilité de RDCED (institutions publiques, chambre de commerce, entreprises, autres associations, bénéficiaires TPE ...)

2/ Représentant(e) de l'IECD en RDC

Assurer la représentation institutionnelle de l'IECD en RDC, auprès des autorités locales, des partenaires institutionnels et bailleurs de fonds

Participer à la recherche de nouveaux financements en RDC

Développer de nouvelles activités en RDC

Assurer la gestion des ressources humaines (4 expatriés en RDC actuellement) et veiller à leur sécurité en fonction du contexte

### PROFIL

Formation : Généraliste (école de commerce, d'ingénieur, IEP, etc.) avec un intérêt marqué pour la formation professionnelle ou le développement économique.

### Expériences :

Expérience professionnelle requise (de 5 ans minimum), en entreprise (poste de management) ou dans le secteur du développement

La connaissance des domaines suivants représente un atout pour la réussite dans le poste :

Formation professionnelle et du secteur informel,

Afrique de l'Ouest et Centrale, RDC en particulier,

Procédures des bailleurs de fonds (notamment AFD).

### Compétences :

Gestion opérationnelle et administrative d'un projet

Gestion budgétaire et contrôle financier

Aisance rédactionnelle en français et en anglais

Management en fonctionnement transversal dans un contexte multiculturel : accompagner, former et animer des équipes locales

Capacité à se mettre dans une logique de transfert de compétences et à faire évoluer durablement la structure locale

Capacité d'adaptation auprès d'interlocuteurs externes variés

### Qualités attendues :

Adaptation et compréhension du contexte local (politique, culturel, sécuritaire, ...)

Excellent relationnel, sens de l'écoute et de la diplomatie, humilité

Leadership et sens de la négociation

Autonomie, proactivité et flexibilité

Organisation, rigueur, pragmatisme, polyvalence

Valeurs morales : intégrité, confiance, respect, exemplarité

Adhésion aux valeurs de l'IECD : un regard sur la personne, l'esprit de service, un engagement professionnel

### CONDITIONS DU POSTE

Statut : contrat de droit français

Sous la responsabilité :

du Responsable du pôle Entrepreneuriat et de la Direction Générale, basés à Paris

collaboration étroite avec l'équipe du programme TPE/PME basée à Paris interactions fréquentes avec les autres pays d'implantation du programme TPE

Date de prise du poste : Mars 2017, pour 2 ans minimum

Localisation : Kinshasa (Siège de RDCED)

Déplacements ponctuels dans les pays de la sous-région

Package global :

Rémunération selon profil

Participation au logement

Véhicule de service

1 billet d'avion aller/retour par an

Pack médical et social complet (maladie, rapatriement, mutuelle complémentaire) et cotisation retraite régime général

### CONTACT

Envoyez votre dossier de candidature (CV et lettre de motivation)

avec la référence « RDC – Chef de projet/ DE TPE »

au service recrutement, [recrutement@iecd.org](mailto:recrutement@iecd.org)

Ville Kinshasa

Fonctions Animation, Formation, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Organisation, Administration, Ressources Humaines

Activités Animation, Formation, Education, Autre, Economie, Finance, Administration, Ressources Humaines, Social

Pays Afrique, RD Congo

Contrat CDD





**JOBS CAMPUS**

# 9<sup>e</sup> Prix CSRS-Fonds Eremitage 2017

## pour la Recherche Scientifique en Partenariat

Créé à l'occasion du cinquantième du Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS) en 2001, le « Prix CSRS-Fond Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » est décerné tous les deux ans par la Fondation pour le CSRS. A partir de 2011, il est attribué avec le soutien financier du Fonds Eremitage à Bâle (Suisse).

**BUT**

Le « Prix CSRS - Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat » a pour but d'honorer des chercheurs pour l'excellence de leur contribution à la recherche en partenariat entre des institutions scientifiques au Nord et en Côte d'Ivoire et/ou dans des pays d'Afrique de l'Ouest. Il est décerné pour des travaux de haut niveau ayant débouché sur des publications importantes et/ou des applications novatrices.

Seront pris en considération les projets en sciences naturelles et biomédicales aussi bien qu'en sciences humaines, sociales ou économiques dans les domaines suivants qui peuvent être traités de manière transdisciplinaire :

- Biodiversité et écologie comportementale
- Sécurité alimentaire et nutrition
- Parasitologie humaine et animale
- Environnement urbain et santé publique
- Changements climatiques et cadres de vie
- Gouvernance, mobilité, risques et conflits

## APPEL À CANDIDATURE

Le règlement ci-après stipule les conditions d'attribution.

**PRIX**

Le Prix est de CHF 10'000.- (dix mille francs suisses) pour une équipe d'au moins deux chercheurs Nord-Sud ou Sud-Sud. La décision sera communiquée suffisamment tôt pour permettre aux lauréats de se rendre à la cérémonie de la remise du Prix au CSRS.

**CANDIDATS**

Peuvent être candidat/tes des scientifiques reconnus tant pour l'excellence de leurs travaux de recherche en Côte d'Ivoire et/ou en Afrique de l'Ouest que pour leur engagement dans la coopération en partenariat Nord-Sud ou Sud-Sud. Les candidats doivent être des chercheurs principaux de projet et avoir pris une part active à la conception ainsi qu'à l'application des résultats. Ils doivent avoir fait preuve de leurs compétences analytiques et méthodologiques ainsi que de leurs capacités de travail sur le terrain et avoir publié des travaux de recherche internationalisés dans leur domaine.

**NOMINATIONS**

- Les membres des facultés des universités et institut/ions de recherche au Nord/Sud/Sud, impliqués dans un travail de recherche en partenariat, peuvent soumettre une ou plusieurs nominations pour le Prix.
- Des équipes de chercheurs sont aussi autorisées à soumettre leur candidature, pour autant que chaque chercheur remplisse les conditions requises dans sa discipline.

Le dossier des nominations (en français ou en anglais) comprend :

1. Le nom, adresse, téléphone et adresse électronique de la proposition, resp. de l'équipe-candidate
2. Une description des résultats scientifiques et le bref résumé des travaux de recherche et de leurs applications (max. 1 page)

3. Une description de l'engagement personnel des candidat/tes et une explication brève des raisons qui ont conduit à la proposition de nomination, resp. à la soumission de la candidature pour le Prix (max. 1 page)
4. Les CVs avec adresse, les affiliations et la liste des publications des candidat/tes
5. Une description de la relation entre celui ou celle qui a soumis la proposition et les candidat/tes, resp. entre les candidat/tes partenaires
6. Trois références qui pourront juger des qualifications des candidat/tes.

**CRITERES DE SELECTION**

Le Prix sera attribué selon les critères suivants :

- l'originalité des projets et de leurs résultats scientifiques
- la prise en compte de l'applicabilité et de l'impact des résultats pour le développement
- l'engagement des candidat/tes dans la collaboration en partenariat
- la qualité de la proposition soumise.

**COMMISSION DE SELECTION**

La Commission chargée de l'attribution du Prix est composée de :

**Président :**  
Dr Olivier Girardin, vice-président de la Fondation pour le CSRS

**Membres :**  
Dr Willy Hebetler, directeur technique, PRORS de Lomé, Suisse  
Prof. Charles N'Goran, Directeur scientifique, UPR de Science animale de Bouaké  
Prof. Francis Akpan, directeur scientifique, Université d'Abomey Calavi, Côte d'Ivoire  
Prof. Raymond Bessière, directeur de la coopération Suisse, Institut Pasteur  
Prof. Emmanuel Prouzet, président de la Fondation pour le CSRS  
Prof. Michel Médag, directeur de recherche, IRI/ANRS/CSRS, Ouagadougou, Burkina Faso  
Prof. Jörg Utzinger, directeur de l'Institut Tropical et de Santé publique Suisse.

La Commission est habilitée à faire appel à des experts pour la conseiller. Elle se réserve le droit de ne pas attribuer le Prix au cas où aucun dossier ne satisfait aux conditions de sélection. Les décisions de la Commission sont irrévocables.

**DELAÏ DE SOUMISSION**

Le délai pour le dépôt des dossiers de nomination pour le 9<sup>e</sup> Prix, qui sera décerné en 2017, est fixé au **15 janvier 2017**.

**ADRESSE DE LA COMMISSION DE SELECTION ET D'INFORMATION**

Dr Olivier Girardin, président « Prix CSRS-Fonds Eremitage pour la recherche scientifique en partenariat », FRI, Courtemaison-CP-05, 2052 Courbémelle tél +41 32 420 74 22, [olivier.girardin@fpi.ch](mailto:olivier.girardin@fpi.ch)



Autre lien d'accès à l'information : [www.fondation-csrs.ch](http://www.fondation-csrs.ch)

**CSRS**  
Conseil de Fondation  
Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire





*Des questions de la recherche*

*Des questions des Universités*

*Des questions des Ecoles*

*Des questions d'Actualité*

*Des questions d'emplois*

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien*

*en version numérique à télécharger.*

**PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU**

24 12 2016 AU 31 12 2016 Groupe 2

AEROPORT	22625314222	MARTIN	22625508459
AMARO	22625343328	METEBA	22625335333
AR RAHMA	22625350986	NAYYIRA	22625481841
AUGUSTINE	22625376100	NEIMA	22625355682
BARK WENDE	22625408590	NEMADIS	22625373041
CITE AN	22625331966	PROGRES	22625430162
BOULMIOUGOU	22625431268	PROVIDENCE	22625318648
DAPOYA	22625313201	ROOD WOOKO	22625308890
DELWINDE	22625367280	SCHIFFEY	22625402742
FLAYIRI	22625407344	SIGRI	22625412148
FASO	22625381929	SUD	22625384282
HAMDALAYE	22625343694	TALBA	22625362225
HEERA	22625316610	TANKO	22625351557
JABNEEL	22625447870	UNIVERS	22625419965
JOURDAIN	22625360686	WATI	22625260053
KARPALA	22651292503	YOBI	22625311630
KOULOUBA	22625311918		

**ADRESSES UTILES**

**Ouagadougou**

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47  
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45  
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11  
SONABEL: 25 30 61 00  
Aéroport: 25 30 65 15  
Police secours: 25 30 71 00  
Gendarmerie: 25 31 33 40

**Bobo-Dioulasso**

Pompiers: 18  
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44  
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11  
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30  
Aéroport: 20 97 00 70  
Burkina secours: 20 97 01 43  
Police secours: 17  
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

**Sciences-Campus Info**  
Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02  
Burkina Faso  
Tél: + 226 76609721  
E-mail: [redaction@sc-mail.info](mailto:redaction@sc-mail.info)  
Site web:  
[www.sciences-campus.info](http://www.sciences-campus.info)

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations  
n°5509P/2013/ CAO/TGI.O/P.F.  
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration  
OTC  
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication  
Siaka GOW

Directrice des rédactions  
Eliane Bayala

Equipe de reportage  
- Aris KUSIELE Somda  
- Bernadette Dembélé  
- Valentin Mano  
- Rélwendé Hervé Roamba  
- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara  
- Francois blanc  
- Boureima Sogoba  
-Augustin Irwaya Ouedraogo  
- Tigiane Antoine Ki  
- Blaise Sama  
- Jean Paul Yekpaye  
- Grégoire Zongo  
- Mamadou Goh  
- Désiré Guigma  
- Jérôme Bissyendé  
- Yves Sanou  
- Frédéric Poôda  
- Valentin Ouedraogo  
- Blaise Sama  
- Diloma Jacques  
- Moumouni Guio  
- Nicole Ouedraogo  
- Amédée Silga  
- Karim Koala  
- Ouaboué Bakouan  
- Albert Tarpaga  
- Paul Soma  
- Arjouman Saganogo  
- Joseph Kaboré  
- Valentin Singbéogo  
- Issa Sepama  
- Hermann Toé  
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage  
Eliane BAYALA  
Oeil du professionnel

Distribution  
Téléchargeable sur:  
[www.sciences-campus.info](http://www.sciences-campus.info)

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721  
+226 72080505  
+22672080303  
E-mail: [redaction@sc-mail.info](mailto:redaction@sc-mail.info)

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746  
+226 72070909



## Universités & Ecoles



# L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES

## OBTENIR SON MASTER à ISC BOBO

*Facile - Rapide - Moins cher*

Les inscriptions sont ouvertes pour la Licence 3<sup>ème</sup> année, le Master 1 et le Master 2 dans les filières suivantes :

- Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie option : Hydraulique, Eau et Assainissement, Génie Civil, Génie Energétique et Electrique
- Réseaux Informatique et Télécommunication, Génie Informatique
- Gestion des ONG et des Associations, Gestion et Organisation des Entreprises, Management des Projets et Programmes
- Banque, Microfinance, Marketing, GRH, FC, Transport-Logistique
- Suivi-Evaluation des Projets et Projets et Programmes
- Gestion Administrative Comptable et Financière

**NB : Cours du jour et cours à distance,  
Début des cours le 15 Février 2017**

Inscription : A. Bobo Dioulasso, à l'immeuble Sanga Mady sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo, A Ouagadougou rendez-vous au Centre d'Examen Européen à Ouaga 2000 ou en ligne sur le site web

[www.sciences-campus.org](http://www.sciences-campus.org)

**Téléphone : +226 64 20 00 26, +226 72080303,  
+226 61080303, +226 72 07 09 09**

**Email : [isc@iscmail.org](mailto:isc@iscmail.org)**

*Institut Sciences-Campus, une école supérieure de pointe,  
entièrement à votre portée!!*

### **Aux lecteurs**

**Chers lecteurs et lectrices, toute l'équipe de Science-Campus Info vous remercie pour votre confiance sans cesse renouvelée. Vous êtes des milliers de personnes à nous lire chaque jour, et cela nous donne de l'entrain à poursuivre notre œuvre.**

**Science-Campus Info grandit de jour en jour. Aujourd'hui votre magazine compte une cinquantaine de correspondants et de pigistes déployés dans toutes les provinces du Burkina Faso, pour vous informer.**

**Au crépuscule de l'année 2016 nous vous souhaitons de passer une heureuse fin d'année.**

**Pour 2017, ce sera une nouvelle aventure que vous allez vivre en compagnie de notre équipe dynamique.**

**Que l'année 2017 soit une année de succès dans vos entreprises.**